



MARCHES EUROPEENNES/ EUROMARCHES

Spécial FSE 2003 – N° 26 – 1 € – Participation aux frais pour étudiants, chômeurs et précaires.

STOP

Partout dans l'UE !

Casse des salaires
Casse des allocations-chômage
Casse des minima sociaux
Casse des retraites
Casse de la santé
Casse des services publics
Licenciements
Chômage
Précarité
Dumping social, fiscal, salarial

Throughout the EU

Wages are destroyed
Unemployment Benefits are destroyed
Social Benefits are destroyed
Pensions schemes are destroyed
Public services are destroyed
Redundancies
Unemployment
Insecure work
Social, tax,
wage dumping

ÇA SUFFIT ! That's enough !
QUE FAIRE ? COMMENT ? AVEC QUI ?
What shall we do ? How? With whom?

Le chômage de masse et de longue durée dure depuis trois décennies sur le continent le plus riche de la planète. Au moment où l'Union européenne va encore s'élargir et se doter d'une Constitution pour consacrer la primauté du marché comme valeur centrale, nous disons : **STOP ! ÇA SUFFIT !**

Nous voulons pendant ce Forum qui réunit une nouvelle génération « européenne » de militantes et de militants altermondialistes proposer des alternatives pour une autre Europe pour un autre Monde. Les mobilisations de ces dernières années montrent que de plus en plus nombreux sont celles et ceux qui pensent que les lois du marché ne sont pas l'avenir de l'humanité.

Alors élaborons toutes et tous ensemble, associations et syndicats, des revendications communes, des stratégies communes, **non seulement pour résister, mais aussi pour construire une Europe démocratique, des droits et de la citoyenneté, de paix et d'égalité, une Europe des droits dans un monde sans guerre !**

Mass and long term unemployment has developed for more than thirty years on the wealthiest continent in the world. As the European Union is in a process of enlargement and will be endowed with a Constitution which will establish the market law as the central value, we say **STOP, THAT'S ENOUGH !**

During this forum, when a new "European" generation of alterglobalist activists will gather, we want to propose alternatives for another Europe and for another World. These last years, mobilisations have proved that the numbers of those who reject the market law and want another future for mankind grow.

Let's elaborate together, organisations and trade-unions, common demands, common strategies **in order to resist and build also a democratic Europe, a Europe with rights and citizenship, with peace and equality in a world with no war.**



Contre le chômage, la précarité et les exclusions

SOMMAIRE :

dans ce journal...

- Page 2 : Constitution européenne: alerte!
- Page 3 : Livres à lire
- Pages 4 et 5 : les Marches européennes
- Page 10 et 11: Nouvelles d'Europe
- Page 12: 1^{er} novembre à Berlin

PAGE 6, 7, 8 et 9 : les Marches au Forum social européen

Depuis 1996 les Marches européennes sillonnent l'Europe pour coordonner les luttes des organisations de chômeurs, précaires et exclu(e)s. De sommet en sommet de l'UE, elles ont mis au jour et dénoncé les politiques programmant, dans le cadre des GOPE (Grandes Orientations de Politique Economique), le démantèlement de toutes les protections sociales acquises dans nombre de pays européens. La Charte des droits fondamentaux proclamée à Nice et le projet de Constitution européenne sacralisent dans le marbre « l'économie de marché ouverte où la concurrence est libre », leitmotiv répété à chaque article du projet de Constitution. Les droits sociaux à prestation n'y sont pas garantis au niveau européen mais transférés vers les Etats au nom de la « subsidiarité », à savoir des compressions des budgets sociaux nationaux : on voit tous les jours le résultat de ces politiques concernant les retraites, les allocations chômage, l'assurance-maladie etc....

Pour les Marches européennes ce projet de « Constitution » est inacceptable, d'autant plus qu'il est fort probable que les gouvernements dans le cadre de la CIG aggraveront encore son contenu anti-social.

Certains pensent qu'il vaudrait mieux cet ersatz de Constitution que rien... mais ce texte fera loi pour très très longtemps. En effet, aucune révision de cette « Constitution sans Constituante » ne sera, de fait, possible, l'unanimité des Etats membres de l'UE étant requise.

Le droit à l'emploi n'y est pas reconnu, mais seulement « le droit de travailler »... Le droit au revenu n'existe plus au profit de la « charité »...

Face au dumping social et au chômage programmé de l'Europe élargie, la revendication pour le droit à un revenu pour vivre devient primordiale. Il faut introduire quatre verrous de rémunération : salaire minimum, retraite, allocation-chômage, minima sociaux. Ces revenus doivent être fixés à tous les Etats au niveau d'un pourcentage commun de leur PIB par habitant (nous proposons 50%), à la fois pour tenir compte des disparités des productions de richesse nationale et pour unifier les revendications et les droits. Comme chaque année nous organisons à cet effet, le 30 octobre 2003, une journée européenne d'information et de mobilisation.

Nous sommes pour une Europe solidaire et ouverte où les droits sociaux, démocratiques, la citoyenneté, le droit à la paix, l'égalité des droits soient reconnus dans les textes et dans les faits.

Nous nous associerons à toutes les initiatives en défense de ces droits pour toutes et tous, comme nous l'avons fait pour élaborer avec d'autres réseaux européens et le Forum social grec une « Carte des droits sociaux » lors du sommet de l'UE à Thessalonique.

Le Forum Social Européen de Paris-St-Denis sera une occasion unique de confronter nos analyses et de préparer les initiatives et mobilisations syndicales et associatives les plus larges (Assemblées pour les droits sociaux, journées de mobilisation sociale européenne, Consulta etc...) avant, pendant et après la proclamation de cette Constitution et les élections européennes-référendum de juin 2004.

Pour une Europe des droits sociaux dans un Monde sans guerre.

Coordination des Euromarches/Marches européennes
Paris le 27/09/2003

Since 1996, the Euromarches have walked throughout Europe in order to coordinate the struggles of the unemployed, the insecure workers and the excluded organisations.

>From one EU summit to the next, they have highlighted and denounced the politics (following the Broad Economic Policy Guidelines (BEPGs) which plan to destroy all the Social protection's Schemes that have been acquired in many EU countries. The Charter of the fundamental rights which was proclaimed in Nice, and the European Constitution project fix and make official this "open market with free competition", which is the signature tune repeated in each article of the EU Constitution project.

Rights to benefits are not guaranteed at the EU level but transferred to the states, in the name of "subsidiarity", which means restrictions on the Social national budgets; the consequences of these politics are visible every day, on the pensions Schemes, the unemployment benefits Schemes and the Sickness Insurance Schemes etc.

The Euromarches denounce this unacceptable Constitutional project, of which the anti-Social content will probably be worsened by the EU governments when they meet during the Intergovernmental Conference (IGC).

Some think that a bad constitution is better than none at all... but this constitution will be implemented for a long time: no revision will indeed be possible, as the unanimity of the EU member states would be then required.

In this constitution, employment's rights are not recognised: only the right to employment is present... The right to an income is replaced by charity ...

The demand for a guaranteed income to live is now essential, as the enlarged Europe is going to mean more and more Social dumping and unemployment.

Strong income's guarantees have to be introduced: minimum wage, pensions, unemployment benefits, Supplementary benefits.

In all these fields, the income has to be calculated according to a common percentage of the GDP per head (we suggest 50% of GDP per head), so that the differences concerning the productions of wealth in each country are taken into account and the demands and rights are unified. Like every year, we organise on the 30 October 2003 a European day of information and mobilisation for a guaranteed income.

We ask for a Europe of solidarity, open to social and democratic rights, we ask for a European citizenship, the right to peace, equality of rights both in the texts and in the facts.

We will join any initiative to defend these rights, as we have already done during the EU summit in Thessaloniki when we have started working with other European networks and the Greek Social forum for a "Cart of the Social rights".

The ESF in Paris - Saint-Denis will enable us to confront our analyses and to prepare initiatives and mobilisations (assemblies for the Social rights, European days of Social mobilisation, consulta...), as large as possible, before, during and after the proclamation of this Constitution and the European elections in June 2004.

For a Europe of Social rights within a world with no war!

Coordination Euromarches
27/09/2003



Rassemblement des organisations de chômeurs devant le siège du patronat (MEDEF).

DEUX LIVRES EN VENTE AU FSE : Bonnes Feuilles

Les Notes de la Fondation Copernic « Europe : une alternative » (Editions Syllepse / Octobre 2003)

EXTRAIT :

En fait, l'Europe est à la croisée des chemins. Quinze membres aujourd'hui, vingt-cinq ou plus demain... Il est temps de dire la manière dont l'Union peut envisager son avenir. Faut-il laisser l'espace européen entre les mains de quelques décideurs, ceux des grandes transnationales, des institutions communautaires ou des États nationaux ? Ce ne serait pas raisonnable. D'autant moins, que les forces existent pour envisager un autre avenir.

Il y a une vingtaine d'années, le temps était au grand reflux du mouvement ouvrier. Ce n'est plus le cas. Les mobilisations syndicales, les eurogrèves, les marches européennes contre le chômage ou pour le droit des femmes, les activités du réseau européen contre la pauvreté, les actions contre les discriminations qui pèsent sur les travailleurs immigrés, la bataille pour la citoyenneté de résidence, les actions en faveur des Roms, le combat des sans-papiers, la contestation des No-vox, le travail alternatif de groupes d'experts et d'associations comme Attac, les immenses mobilisations anti-G8... Tout cela exprime à la fois la critique de l'Europe telle qu'elle est et le désir d'une autre Europe. Les mouvements sociaux et le mouvement altermondialiste offrent ainsi les bases d'une alternative, ouverte à la fois sur les nations et sur le monde. « Le monde n'est pas une marchandise » et « une autre Europe est possible »... Ces slogans, qui sont au cœur du Forum social européen à Paris en novembre 2003, n'appartiennent à personne et ils peuvent être le bien commun de tous. Ils sont la clé pour l'avenir de notre continent....

Une Convention s'est réunie pendant plusieurs mois pour doter l'Union européenne d'une Constitution. Ses travaux sont achevés ; le texte rédigé est soumis à l'approbation des Vingt-cinq ; on ne sait ce qui sortira des travaux de la Conférence intergouvernementale chargée de décider in fine. Que penser du projet tel qu'il a été réalisé par la Convention et approuvé par le Parlement européen ? Notre appréciation n'a pas été unanime. Pour la plupart des participants

et du Conseil d'orientation de Copernic, ce projet ne peut pas être accepté. Par-delà quelques avancées ponctuelles, il donne valeur constitutionnelle au socle néolibéral – qui s'est fortifié depuis le traité de Rome – et il pérennise pour l'essentiel un système institutionnel non démocratique. Désormais, la parole est aux États. Aux États ? En fait, à leurs gouvernements. Or, plutôt qu'à eux, la parole devrait être donnée aux peuples, aux citoyens, à leur libre expression démocratique.

Le mouvement démocratique, si critique à l'égard de l'ordre des choses existant, a la possibilité de se faire entendre, de dire clairement qu'il ne peut pas accepter le désordre européen que dessine le futur traité. Refusant une logique et une méthode, il doit en même temps en suggérer d'autres. In fine, ce devrait être aux peuples d'Europe d'être consultés et de se prononcer.

Cette note est une contribution à l'élaboration d'une véritable alternative européenne. Pendant plusieurs mois, elle a réuni un groupe de travail rassemblant des sensibilités différentes, a priori peu habituées à réfléchir ensemble aux enjeux européens. Syndicalistes, militants associatifs, militants des partis, Verts, communistes, socialistes critiques, membres de l'extrême gauche ont débattu, sans consensus « mou », mais sans esprit de chapelle. Il en résulte ce document, qui trace les contours de ce qui est déjà commun : la volonté de voir émerger en Europe une voie différente de celles conduites par les pouvoirs libéraux ou sociaux-libéraux. Quand cela est nécessaire, la note n'esquive pas non plus les débats en cours, les différences, voire les divergences. Cette franchise est la clé pour que les spécificités ne se figent pas en fermetures, en exclusions réciproques. Savoir être différents et ensemble, gérer en même temps les particularités et le commun : c'est le défi de la démocratie à venir ; c'est la condition pour que l'esprit d'alternative ne soit pas marginalisé. C'est peut-être ce que recherchent tous ceux qui, en Europe comme dans chacun de ses États, préfèrent l'alternance à l'alternative ; nous sommes, nous, convaincus qu'il peut en être autrement.

Que la rédaction de ce document ait été possible marque déjà un progrès important.

« A quand, l'Europe sociale ? » Georges Debunne (éditions Syllepse)

Beaucoup de collègues des Marches connaissent Georges Debunne, Ancien Secrétaire Général de la FGTB, Ancien Président de la CES et de la FERPA. Ayant toujours refusé que la CES ne devienne la « courroie de transmission des intérêts capitalistes », il est intervenu dans nos assemblées à Bruxelles, notamment pour défendre la proposition d'une revendication commune européenne en matière de revenu. Corinne Gobin a préfacé ce livre qui relate le combat de toute une vie pour l'Europe sociale.

EXTRAIT :

« Le constat que Georges dresse dans ce livre est sévère mais juste : je le partage entièrement. L'Union européenne aujourd'hui n'est non seulement pas démocratique mais contribue par l'ensemble de ses politiques à accroître chaque jour davantage les écarts de richesse entre riches et pauvres alors que les sociétés d'Europe occidentale n'ont jamais été aussi riches (la richesse produite annuellement a doublé durant ces trente dernières années mais la part réservée aux salaires est aujourd'hui inférieure à celle redistribuée en 1960).

La Confédération européenne des syndicats s'est engagée depuis la chute du mur de Berlin dans la voie d'un syndicalisme a-politique qui ne peut lui permettre d'endiguer et de renverser la dérive autoritaire et anti-démocratique qui imprègne nos pouvoirs politiques.

Pour ma part, je considère que l'Union européenne, et la très grande majorité de la classe politique au pouvoir dans les États-membres, adoptent, au nom de la promotion du libre-échange (une terminologie douce pour rebaptiser le capitalisme), des actes directement contre-démocratiques parce qu'ils abandonnent peu à peu toutes formes d'autonomie publique et collective, toutes formes de socialisation du capital (dont le secteur public, les services publics et la Sécurité sociale) laissant le

champ libre aux forces économiques marchandes dont elles contribuent ainsi à étendre indéfiniment l'emprise.

Arthur GAILLY, au nom de la FGTB, le 21 avril 1964 interpellait le syndicalisme socialiste sur sa dimension transnationale européenne :

"L'harmonisation [des politiques nationales] prévue dans les deux Traités est l'une des raisons principales pour lesquelles nous nous sommes ralliés à la construction de l'Europe nouvelle. Aussi longtemps que les syndicats n'auront pas trouvé de réponse satisfaisante à cette question de l'harmonisation, on pourra constamment leur demander quels sont les motifs qui les ont poussés à appuyer ces traités".

Cette interpellation reste d'autant

plus à l'ordre du jour que depuis les forces syndicales et sociales ont été invitées régulièrement à se prononcer sur le contenu de traités "réformés".

Georges fut de ceux, qui tout en aidant à construire et à renforcer un syndicalisme à dimension transnationale, posa sans relâche et avec courage la question du sens de l'engagement syndical dans la construction européenne. »



Marches Européennes contre le chômage, la pré

Le réseau de « Marches européennes » est une structure souple qui réalise au consensus la plus large unité autour d'initiatives de débat et de mobilisations. Il ne prétend à aucune hégémonie : ce réseau se connecte à tous les réseaux nationaux, européens et mondiaux qui luttent contre les effets du néolibéralisme et sont solidaires des chômeuses, chômeurs et précaires, des exclu(e)s. Les « Marches européennes » ne sont pas un réseau syndical : elles n'en comptent pas moins beaucoup sur le mouvement syndical dans toute sa diversité pour faire avancer la cause des chômeurs et des précaires. Indépendantes de toute organisation politique, les « Marches européennes » sont prêtes à des échanges avec toute formation politique représentée ou non au Parlement européen pour faire avancer la lutte contre le chômage, la précarité et les exclusions dans toute l'Europe. Pour nous présenter à celles et ceux qui veulent connaître les « Marches européennes », voici un résumé des grandes étapes de notre courte histoire : des actes plus que des discours.

1996 : Florence

Près de 20 millions de chômeurs et 60 millions de pauvres dans l'Union européenne. Cette situation ne fait qu'empirer depuis deux décennies. Dans tous les pays ont émergé peu à peu des associations de solidarité et de lutte contre le chômage. En juin 1996, à Florence, des dizaines d'associations et structures syndicales appellent à une « marche européenne contre le chômage » pour sortir de l'indifférence générale.

1997 : Amsterdam

Cinq cents marcheuses et marcheurs sillonnent toute l'Europe vers Amsterdam où se tient le sommet de l'Union Européenne. Ils sont rejoints par cinquante mille manifestants qui crient leur colère et leur révolte contre le chômage de masse et de longue durée. « Un emploi, c'est un droit, un revenu, c'est un dû ». Ce mot d'ordre a retenti dans toute l'Europe. Le silence était enfin rompu.

Luxembourg

Les gouvernements se réunissent enfin sur les questions de l'emploi. Les « Marches européennes » participent à la manifestation syndicale. Les associations qui ont organisé les marches vers Amsterdam décident de pérenniser leur réseau et de ne plus laisser les gouvernements et l'Union européenne décider seuls sur les questions de l'emploi et du chômage.



CREDIT PHOTOD DE
CETTE PAGE
Bernd Reissmann



1998-1999 Cardiff, Vienne, Helsinki, Cologne

Sur fond de mouvements des chômeurs, notamment en France et en Allemagne, les « Marches européennes » sont présentes de sommet en sommet pour informer des projets destructeurs de la Commission européenne et des gouvernements pour lutter contre le chômage. Peu à peu ces derniers appliquent dans tous les pays une politique qui vise à remplacer le chômage par la précarité généralisée, obligeant les chômeurs à prendre n'importe quel emploi, à n'importe quel prix et à n'importe quelles conditions. A l'occasion du sommet sur l'emploi à Cologne en juin 1999, les « Marches européennes » réunissent à nouveau 30 000 manifestants à Cologne.

Pour les « Marches européennes », c'est aussi l'année de la stabilisation et de la structuration du réseau. Après l'Université d'été en Grèce en 1998, assemblées, coordinations, bureaux européens rythment la vie et les initiatives du réseau. Chaque pays organise le réseau des Marches avec un souci constant d'ouverture à toutes les composantes associatives et syndicales qui luttent contre le chômage et la précarité. Bulletins nationaux, mails et site européen assurent la circulation de l'information. Les aides matérielles et les financements restent nationaux et bien insuffisants au regard des tâches à accomplir. Nous fonctionnons avec des moyens dérisoires au vu des budgets attribués à la plupart des ONG à dimension européenne !

carité et les exclusions : qui sommes-nous ?

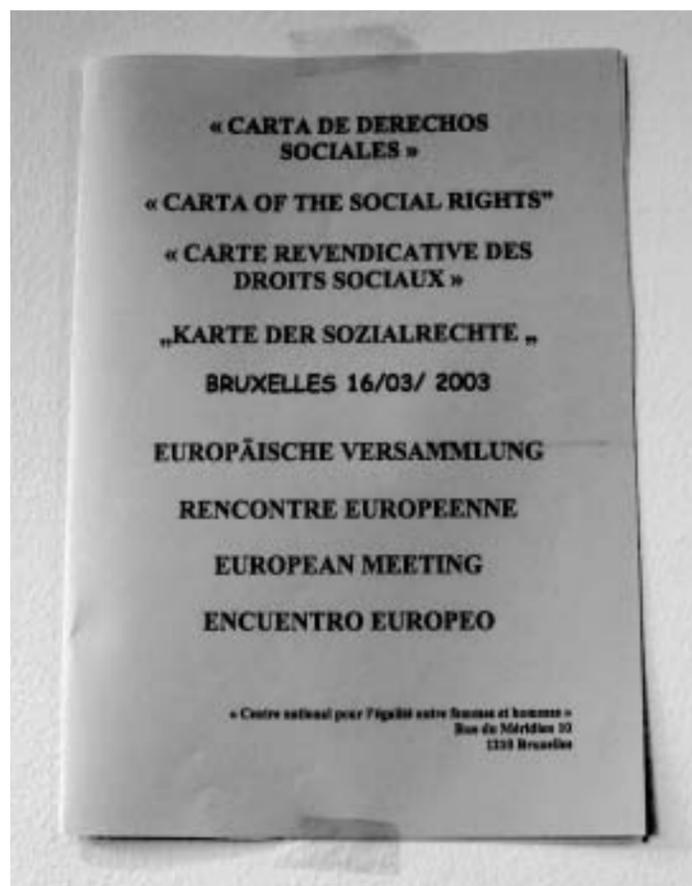
2000 - 2001 - 2002 : Lisbonne, Nice, Bruxelles, Barcelone, Göteborg, Gènes, Florence, Séville...

On parle de plus en plus d'« Europe sociale » mais l'Union européenne procède surtout au détricotage social dans tous les pays. Les « Marches européennes » lancent le débat sur les minima sociaux et leur chiffrage européen. C'est ainsi qu'après le sommet de Lisbonne qui consacre la ligne de la « troisième voie » en Europe, les « Marches européennes » organisent à Bruxelles un colloque sur les minima sociaux à l'occasion du contre-sommet de l'UNICE. Lors du sommet de Porto, les syndicats de la CES se bougent enfin. Dès la clôture du sommet de Cologne, nous avons mobilisé pour celui de Nice. Sommet capital : au menu, les droits fondamentaux et sociaux ! Monde syndical et associatif se retrouveront près de 100 000 dans la rue lors du sommet de Nice qui débat de la Charte des droits fondamentaux.

La veille des mobilisations de Nice, les « Marches européennes », avec d'autres réseaux de lutte contre le chômage et la pauvreté, ont réuni à Paris-Créteil la première « Assemblée européenne des chômeuses, chômeurs et précaires en lutte ». Nous préparons ensemble la prochaine qui se réunira fin 2001 à Bruxelles.

Nice laissera le souvenir d'une imposante manifestation du mouvement social, syndicats et associations, à l'échelle européenne. La conjonction de cette montée du mouvement à l'échelle européenne et au niveau mondial caractérisera l'année 2001 avec d'abord Göteborg, à l'occasion du sommet de l'UE dans le Nord de l'Europe, puis Gènes pour la rencontre du G8. Les gouvernements de l'UE crurent stopper cette montée en puissance des mobilisations par une répression féroce. Non seulement cette répression n'enraya pas les mouvements, mais de plus en plus de jeunes se mobilisèrent la même année contre les sommets de l'UE à Liège, Gand et Bruxelles, pour le lancement du processus constitutionnel de l'UE. Les Marches en furent parties prenantes, organisèrent la 3ème Assemblée des chômeurs et précaires en lutte à l'occasion du sommet de Bruxelles, lancèrent la « Marche des mouvements sociaux vers Séville ».

L'année 2002 confirma la montée en puissance des mouvements contre l'ordre néo-libéral et capitaliste. Après la déferlante de Barcelone (près de 400 000 dans les rues), les mobilisations sans précédent en Italie contre la suppression de l'article 18 (disposition limitant les licenciements), ce fut la grève générale en Espagne contre les mesures d'Aznar visant les chômeurs. Partie de Clermont-Ferrand pour l'Andalousie, la « Marche des mouvements sociaux » rejoignit la grande manifestation de Séville. La rentrée fut marquée par la formidable réussite du premier Forum social européen à Florence (60 000) et la manifestation d'un million qui le clôtura. Ce Forum fut pour nous l'occasion de lancer à l'échelle européenne la bataille pour les droits sociaux au moment où l'UE les remet en cause partout où ils ont été acquis.



2003 : Thessalonique, Paris/Saint-Denis

Dans la bataille pour les droits sociaux, les Marches européennes se sont alliées à toutes les organisations pour lesquelles ces droits n'étaient pas un vain mot. C'est ainsi que les Marches européennes furent parties prenantes lors du sommet de Nice en 2000 sur la Charte des droits fondamentaux du regroupement initié en France par la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), le Collectif pour la citoyenneté, la démocratie et les droits fondamentaux (CCDF.) A Florence, la rencontre de ce réseau et d'autres (Pour une Carte des Droits sociaux, en Catalogne, Réseau européen de Transform) permit d'initier un travail commun qui se formalisa lors des initiatives du Forum social grec à l'occasion du sommet de Thessalonique en juin 2003. Le Forum social de Paris-St-Denis-Bobigny-Ivry sera la prochaine étape: il y a urgence ! Le projet de Constitution européenne abolissant les droits sociaux est en passe de devenir réalité concrète dès les élections européennes de juin 2004.

**POUR CONTACTER LES MARCHES EUROPÉENNES :
EUROMARCHES@RAS.EU.ORG**

FSE Paris-St-Denis-Bob

On va pas s'ennuyer ! 55 plénières, 260 séminaires, la manif et plein d'initiatives partout ! Ceci est déjà un événement en soi. Ceux qui pensent que les altermondialistes n'ont rien à dire pourront revoir leur copie ! Il va falloir assurer... Un programme général de plus de 50 pages sera distribué lors de l'accréditation. Des plans pour aller d'une ville à l'autre etc...Le tout est déjà à consulter sur le site : www.fse-esf.org

ACCUEIL ACCREDITATION	10 novembre	11 novembre	12 novembre	13 novembre	14 novembre
PARIS-LA VILLETTE					
Grande Halle de La Villette (métro Porte de Pantin)			12h-21h	9h-21h	
SAINT-DENIS					
Nouvelle Mairie (métro Saint-Denis Basilique)	15h-23h	9h-23h	9h-23h	9h-23h	9h-midi
BOBIGNY					
Chapiteau Parc de la Bergère (métro Pablo Picasso)		15-20h	9h-20h	9h-20h	
IVRY-SUR SEINE					
Centre Commercial Jeanne-Hachette - salle G. Philippe (métro Mairie d'Ivry)		15h-20h	9h-20h	9h-20h	

NOTRE STAND

Pendant le FSE les Marches européennes/ Euromarches tiendront permanence à Paris-La Villette (Métro Porte de Pantin) à partir du 12 novembre. C'est là que nous donnerons les informations pour le réseau.

MERCREDI 12 NOVEMBRE 2003

ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

POUR LES DROITS DES FEMMES

A Bobigny (Parc de la Bergère -

Métro Bobigny Pablo Picasso - ligne 5)

toute la journée accueil dès 8 H le matin. Manif dans Bobigny en soirée.

JEUDI 13 NOVEMBRE 2003 : MATIN

D'abord un séminaire pour introduire l'ensemble en faisant le point des Politiques européennes en matière de chômage et de précarité. Dans tous les pays de l'UE, nous avons subi les mêmes attaques. Mais ça continue : les gouvernements et les « commis-ert » européens sont en train d'exploser tous les acquis sociaux en Europe pour mieux exploiter le monde entier.

L'APRÈS-MIDI DU JEUDI 13 : RASSEMBLEMENT DES CHÔMEURS ET PRÉCAIRES devant le siège de l'UNEDIC, 82 rue de Reuilly (Métro Montgallet)

Ce sont les patrons français qui ont fixé le rendez-vous ! Le Conseil d'Administration de l'UNEDIC, organisme français qui gère les fonds de l'allocation des chômeuses et des chômeurs, se réunit à ce moment-là. Les organisations de chômeurs françaises seront présentes à un moment où l'on décide de leur sort. Elles souhaitent même que les organisations de chômeurs des autres pays de l'UE présentes à Paris à cette date les rejoignent dans cette mobilisation. Les Marches y seront !



© Michel Rousseau

Paris, 30 octobre 2003. Plus de 1500 chômeurs, précaires et intermittents du spectacle manifestent devant l'UNEDIC contre la casse sociale et pour le droit au revenu.

JEUDI 13 : EN SOIRÉE

Après la manif, nous nous retrouverons à Ivry pour le séminaire sur les licenciements. De nouvelles charrettes tous les jours, dans tous les pays. Ca suffit ! Comment faire pour arrêter l'hécatombe ?

Séminaire 68 à St-Denis Jeudi 13 (9H/12H) Bourse du Travail (Chapiteau) Métro Porte de Paris (ligne 13)	
La politique européenne de chômage et de précarité (emploi, enseignement, existence)	
The european policy of unemployment and job insecurity (employment, education, existence).	
La politica europea de la precariedad y del desempleo. (empleo, educacion, existencia).	
Laurent Delavigne (ENU), modérateur.	France
Christiane Maigre (Marches européennes) modératrice.	Belgique
Sabine Landrevie (SNU-TEFI-ANPE/FSU)	France
Marie-Paule Connan (Marches européennes)	Belgique
Robert Neerdael (CSC)	Belgique
Silvia Baratella (Parigi Diverse)	Italie
Piet van der Lende (Vereniging Bijstandsbond Amsterdam)	Hollande
David Oliver (ETUC Youth)	France
Erika Biehn (BAG-Shi)	Allemagne
Georges Mitralias (Forum social grec)	Grèce

Séminaire 70 Jeudi 13 à Ivry 18H/21H Cinéma Quai d'Ivry Salle 4 Métro : Ligne 14 station F. Mitterrand et bus-navette	
Face aux licenciements, quelles réponses ?	
Vis-a-vis the dismissals which responses ?	
En relation a los despidos que respuestas ?	
Catherine Lebrun (G10 / SUD-ANPE) modératrice	France
Isabelle Banny (UL CGT Longwy)	France
Christian Scweyer (Aventis)	France
Leo Mayer (Betriebsrat Siemens Munich)	Allemagne
Jacques Désidéri (AC ! Nord-Pas-de-Calais)	France
Stratoulis Dimitris (Forum social grec)	Grèce

Igny-Ivry : en Marche !

VENDREDI 14 NOVEMBRE 2003 : MATIN

C'est reparti pour un tour ! Séminaire Précarité le matin.

Séminaire 53 : Vendredi 14 St-Denis (9H/12H) Académie Fratellini Foyer Rue des Cheminots Saint-Denis/La Plaine (RER D - Stade de France St-Denis)	
Les travailleurs et travailleuses précaires et leurs luttes.	
Worked to the Bone – Precarious Workers Struggles.	
Trabajadores y trabajadoras precarios (rias) y sus luchas.	
Evelyne Perrin (AC !) modératrice.	France
Anders Lindberg (ECOSY) modérateur.	Suède
Denis Uvier (Collectif SDF Charleroi)	Belgique
Abdel Mabrouki (CGT Pizza Hut)	France
Ryad (CGT Mc Do)	France
Virginie Da Silva (Collectif Emplois- jeunes)	France
Yvonne O Callaghan (IFCTU)	Irlande
Franz (Chainworkers)	Italie
Michela Puritano (Parigi Diverse-La mela di eva)	Italie
Un représentant du Syndicat de la Construction de Berlin	Allemagne
Ewa Hincza (Comité des chômeurs de Miastko)	Pologne-Pomeranie

L'APRÈS-MIDI : UN MOMENT FORT. DÉBATTRE POUR AGIR !

Paris La Villette Chapiteau Florence (14h/18h)

Angela Klein (Euromarches) modératrice, Allemagne
Philippe Lonégren (ENU) modérateur Suède
Christelle Blanc-Lanautte (AC !) France
Patrick Gimond(APEIS) France
Jean-François Yon (MNCP) France

Philippe Cornelis (G10 Solidaires) France
Danilo Corradi (Reseau Anti Precarite) Italie
Nelly Martin (Marche Mondiale des femmes) France
Comités chômeurs Pologne

“ Assemblée Européenne des chômeuses, chômeurs et précaires en lutte ”

“ *European Assembly of the unemployed and insecure workers in struggle* ”

“ Europäische Versammlung der Erwerbslosen und prekär Beschäftigten im Kampf ”

“ Asamblea Europea de paradas y parados y de precarios en lucha ”

“ *Assemblee Europese van baanlozen en uitgeslotenen in actie* ”

“ Assemblea Europea delle disoccupate, dei disoccupati, delle precarie, dei precari in lotta ”

“ *EUROOPAN TYÖTTÖMIEN KOKOUS* ”

Dans le jargon du FSE, c'est un séminaire de « campagne ». Cela veut dire que nous ne sommes pas seulement venu(e)s pour analyser la situation, mais aussi pour voir ce que l'on va faire ensemble dans l'année qui vient. C'est le but de cette assemblée. Comment va-t-on sortir du borbier du chômage de masse et de longue durée ? Plusieurs générations ont été déjà sacrifiées sur l'autel des lois du marché et des critères de convergence. Ca suffit largement. Comment faire pour sortir du tunnel ?

VENDREDI 14 EN SOIRÉE.

LA MANIF : SAMEDI 15 NOVEMBRE À 14 H : PARIS RÉPUBLIQUE-BASTILLE-NATION POUR UNE EUROPE DES DROITS DANS UN MONDE SANS GUERRE.

Cette manifestation sera un des moments forts de convergence de ce FSE 2003. Il est important que les cortèges des chômeurs et précaires aient la plus grande visibilité possible. La manifestation part de la Place de la République. Les rendez-vous des organisations ne sont pas encore connus à ce jour. Renseignez-vous au Stand des Euromarches à la Villette.

Séminaire 69 Vendredi 14 St-Denis 18H/21H Académie Annie Fratellini- Volume Rue des Cheminots Saint-Denis/La Plaine (RER D - Stade de France St-Denis)	
Pour un revenu garanti européen.	
For an european guaranteed income.	
Una rentat europea garantizada	
Alain Veronese (AC) modérateur	France
Francoise Gollain (AC)	France
Philippe Villechalane (APEIS)	France
Guido Lutrario (Disobbediente)	Italie
Jost Tun (ACC)	Luxembourg
Henk Kroon Vereniging Bijstandsbond Amsterdam	Hollande
Barbara Radziewicz (Comité de chômeurs de ELK)	Pologne Mazurie
Michaël Bauwens Basic Income European Network (BIEN)	Belgique

Dimanche 16 novembre 2003 de 9 H à 13 H Assemblée des mouvements sociaux pour une autre Europe

Comme à l'issue de Florence, cette Assemblée établira le calendrier des campagnes et rendez-vous futurs, notamment celles liées aux échéances européennes de 2004.

Les séminaires coorganisés par les Marches

Séminaire 55 organisé par ATTAC Allemagne avec participation du Collectif Hollandais des Euromarchés.

Unis pour la défense de la protection sociale
United in defence of social protection
Unidos para la defensa de la protección social

Torsten Engalade (at), Emmanuelle Cretin-Magand (fr), Bernard Friot (fr), Piet van der Lende (at), Franz-Joseph Möllenberg (de), Anne Van Lancker (be)

Ivry sur Seine Quai de Seine - Salle 9 - Vendredi 14 Nov à 9h-12h

La construction d'une autre Europe est de la responsabilité de la société civile européenne et des organisations qui la représentent. Elle est de la responsabilité des associations et des syndicats qui refusent une Europe soumise aux lois du marché et à la idéologie néo-libérale et qui veulent construire une Europe où le fonctionnement du marché est au service du social et non l'inverse, une Europe où les droits sont des droits construits et non octroyés, une Europe où le suffrage universel donne un pouvoir réel au parlement et où l'exécutif est responsable devant lui, une Europe où les citoyennes et les citoyens ont le pouvoir d'être entendus.

Force est de constater que le projet de Constitution présenté par la Convention au sommet de Thessalonique en juin 2003 est largement en deçà des attentes de ceux, nombreux, qui ont suivi les travaux de la Convention et qui ont fait des propositions constructives dans le sens d'une Europe fondée sur un socle droits fondamentaux, par nature universels, indivisibles et effectifs, d'une Europe aux institutions démocratiques, d'une Europe de citoyennes et de citoyens acteurs, d'une Europe où la citoyenneté reconnue est celle de la Citoyenneté de résidence.

L'objet du séminaire sera de tirer les conclusions du processus d'élaboration du projet de Constitution par le biais de la Convention, sur la place réelle laissée aux organisations de la société civile dans les débats, du contenu du projet de Constitution lui-même. Les conséquences de ces conclusions seront tirées, des propositions élaborées, des modalités d'actions définies pour infléchir de façon significative le projet de Constitution actuel.

Jeudi 13 à Paris-La Villette 14h/17h Cité des Sciences- Salle Condorcet	
Construire l'Europe que nous voulons	
Building the Europe we want	
Construir la Europa que queremos	
Julien LUSSON, IPAM (modérateur)	France
Yves SALESSE, Fondation Copernic	France
Arlette HEYMANN- DOAT, Ligue des droits de l'Homme	France
Doro ZINKE, syndicat VERDI, détachée à la Fédération des transports européens	Allemagne
Antonis MANITAKIS, Forum social grec	Grèce
Mourad ALLAL, Plate- forme Euromed	Tunisie
Melek ULAGAY- TAYLAN, Peace initiative	Turquie

La construction d'une autre Europe est de la responsabilité de la société civile européenne et des organisations qui la représentent. Elle est de la responsabilité des associations et des syndicats qui refusent une Europe soumise aux lois du marché et à la idéologie néo-libérale et qui veulent construire une Europe où le fonctionnement du marché est au service du social et non l'inverse, une Europe où les droits sont des droits construits et non octroyés, une Europe où le suffrage universel donne un pouvoir réel au parlement et où l'exécutif est responsable devant lui, une Europe où les citoyennes et les citoyens ont le pouvoir d'être entendus. Force est de constater que le projet de Constitution présenté par la Convention au sommet de Thessalonique en juin 2003 est largement en deçà des attentes de ceux, nombreux, qui ont suivi les travaux de la Convention et qui ont fait des propositions constructives dans le sens d'une Europe fondée sur un socle droits fondamentaux, par nature universels, indivisibles et effectifs, d'une Europe aux institutions démocratiques, d'une Europe de citoyennes et de citoyens acteurs, d'une Europe où la citoyenneté reconnue est celle de la Citoyenneté de résidence...

Lors du " Forum social européen " de Florence de novembre 2002, plusieurs organisations, associations et syndicats, des collectifs en réseau ont proposé une démarche permettant de faire une liste de droits sociaux qui devraient s'appliquer à l'ensemble des résidents de l'Union européenne quelle que soit leur nationalité.

Les droits sociaux sont des droits non reconnus ou insuffisamment reconnus au niveau européen. Leur reconnaissance dans la future Constitution européenne soit par intégration dans la Charte des droits fondamentaux, soit par intégration dans le texte constitutionnel lui-même, paraît indispensable.

Les droits sont universels, indivisibles et doivent être effectifs. Les droits sociaux sont partie des droits, il ne peut y avoir d'Europe, où l'économie est soumise au social, sans droits sociaux communs à l'ensemble des européens. Le réseau européen pour une " carte des droits sociaux ", par l'échange entre représentants d'associations et de syndicats veut être un lieu de proposition, de vigilance, de popularisation et d'enrichissement des demandes sociales au niveau européen, un lieu de mobilisation et d'action.

Le Forum social européen de Paris Saint-Denis, sera un lieu privilégié pour faire le point de la campagne en cours et de ses prolongements vers le sommet de Rome en décembre 2003. Il sera l'occasion de renforcer le réseau en associant à la campagne de nouvelles associations et syndicats européens.

Vendredi 14 à Bobigny 18H/21H Salle Pablo Neruda	
Pour une Europe démocratique, des droits et de la citoyenneté, Pour une Europe de paix et d'égalité.	
For a Europe of rights, citizenship, peace and equality	
Por una Europa de democracia, de derechos y ciudadanía, por una europa de paz y de igualdad	
Pierre BARGE, CCDF (modérateur)	France
Anastasia THEODORAKOPOULOU, Forum social grec (modératrice)	Grèce
Franco RUSSO, Forum pour la démocratie constitutionnelle	Italie
Leo GABRIEL, Forum social autrichien	Autriche
Françoise DUMONT, FSU	France
Mary KALDOR, HCA	Grande-Bretagne
Gianfranco BENZI, CGIL	Italie
Guy Juquel (Confédération générale du travail (CGT))	France
Soula Panaretou (Marche mondiale des femmes)	Grèce

Force est de constater que le projet de Constitution présenté par la Convention au sommet de Thessalonique en juin 2003 est largement en deçà des attentes de ceux, nombreux, qui ont suivi les travaux de la Convention et qui ont fait des propositions constructives dans le sens d'une Europe fondée sur un socle droits fondamentaux, par nature universels, indivisibles et effectifs, d'une Europe aux institutions démocratiques, d'une Europe de citoyennes et de citoyens acteurs, d'une Europe où la citoyenneté reconnue est celle de la Citoyenneté de résidence...

Jeudi 13 à St-Denis à 18H/21H Bourse du travail - Chapiteau	
Droits sociaux en Europe. Pour une carte des droits sociaux.	
Social rights in Europe, for a charter of social rights.	
Derechos sociales en Europa. Por una Carta de derechos sociales.	
Lors du " Forum social européen " de Florence de	
Diosdado TOLEDANO, XMG (modérateur)	Espagne
René OLLIER, Sud PTT (modérateur)	France
Pierre BARGE, LDH	France
Endre SIMO	Hongrie
Marco BERLINGUER, Transform Italie	Italie
Marie Paule CONAN, Euromarchés	Belgique
Angela KLEIN, Euromarchés	Allemagne
Papi Bronzini (magistrat)	Italie

Avec le CCDF (Collectif pour la Citoyenneté et les Droits Fondamentaux avec la LDH, la CGT, la FSU, le Groupe des dix, etc...)

Nous ne sommes pas les seuls, fort heureusement, à nous battre pour les droits sociaux en Europe. Peu à peu s'est constitué un réseau européen informel sur cette question. L'échéance constitutionnelle est imminente. Là encore, que faire pour éviter le pire ? Trois séminaires vont en débattre et faire des propositions à l'Assemblée des mouvements sociaux.

GLAD, c'est pas triste !

C'est où ?

Dans le stade Ladoumègue situé à proximité de la Vilette. (Métro Porte de Pantin)

Dans le cadre du deuxième FSE, le réseau intergalactique et le réseau No Vox, sont à l'initiative d'un espace de Globalisation des luttes et des actions de désobéissance (GLAD).

Ce lieu de convergence à pour objectifs :

- la préparation d'actions de désobéissance et de soutien à des luttes concrètes notamment autour de la thématique de la précarité globale et contre l'Europe forteresse.
- l'organisation d'un espace de libre parole et d'ateliers d'échange de savoirs-faire (Batucada, training à l'action directe non violente..) et d'expériences.
- la création d'une zone festive et conviviale.



ASPECTS PRATIQUES :

Adresse du stade: Stade Jules Ladoumègue, route des Petits Ponts, 75019 Paris.

Comment y accéder: Métro Ligne 5, Porte de Pantin. Une signalétique sera ensuite mise en place. Il y aura également un stand d'info devant la Vilette pour tout renseignement.

Logement: les participants de l'espace GLAD seront logés dans 6 gymnases dans l'Est Parisien, proches du stade.

Repas : 3 cuisines (la Chorba pour tous, Rempenplan--bio-- et les Radis Noirs --Montpellier--) seront présentes dans l'espace et prépareront des repas chauds midi et soir ainsi que des petits déjeûner à prix coûtant.



Assemblée des « Sans voix »

jeudi 13 novembre, 18h-21h, St-Denis, Académie Annie Fratellini - Foyer

Echanges d'expériences, convergences, luttes communes, campagnes à venir. Bilan du FSE 2003, FSM de Mumbai 'No Vox' assembly. Exchange of experiences, convergences, common struggles, future campaigns. ESF 2003 results,

Mumbai WSF Asemblea de los 'Sin Voz'. Intercambio de experiencias, convergencias, luchas comunes, campañas por venir. Balance del FSE 2003, FSM de Mumbai

Miguel Benasayag (ar), Jean-Baptiste Eyraud (fr), Naima Boutelja (uk), Lamartine Silva (br), Timetoe Macedo (pt), Ilaria Faraoni (it), Annie Pourre (fr), Guido Lutrario (it), Marc Moreau (fr)...

No Vox Europe, Marches européennes, HIC Europe, CCIPPP-Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien(fr), Globalise Resistance (uk), Cobas (it), Solidarité nouvelle (be), DAL (fr), Droit devant (fr), HANDEIS (fr), AC (fr), APEIS (fr)

Canal marches : La Marche aux mille voix

« Paroles de sans voix »

FSE : une installation vidéo dans la grande Halle de La Vilette

Depuis plusieurs années une forme d'intervention originale est mise en oeuvre par des populations frappées par les exclusions : LA MARCHÉ, l'engagement d'un groupe humain dans un long parcours, de villes en villages : marches des beurs, des chômeurs, des sans-papiers, des femmes, des filles des cités... La marche est en effet un moyen concret pour se rendre visible, et une métaphore de la résistance : émergence de mouvements sociaux, conquête de la visibilité et de l'espace public par des populations qui s'en sentent exclues.

“La Marche aux mille voix” est une installation vidéo (un ensemble d'une dizaine d'écrans et de projections vidéo) qui épouse ce mouvement et entend y contribuer sur un mode poétique et politique. À l'occasion du Forum social européen, elle sera implantée au cœur de la Grande Halle de la Vilette (Nef Nord, dans l'Espace « Club »), où elle sera proposée en permanence, du 13 novembre au matin au 15 novembre. L'installation proposera de nombreuses scènes de luttes et de marches, des cris de colères et d'espoir, filmés dans toute l'Europe, avec des témoignages de vie et d'engagements de chômeurs, d'habitants des quartiers populaires, de salariés

Initiative décentralisée, articulant le local et le global, « La Marche aux mille voix » a été préparée par plusieurs « Ateliers de paroles », avec des salariés et des chômeurs. Des montages spécifiques, locaux, ont ainsi été réalisés, qui seront proposés avant et pendant le FSE aux habitants de Villejuif, d'Ivry, de Saint-Denis, avec des paroles des « sans voix » de ces localités. Après le FSE, cette « marche » devrait se poursuivre, en direction du Nord Pas-de-Calais, de Bègles et d'ailleurs...

Cette installation vidéo est présentée par l'association Canal marches, créée par des militant(e)s du mouvement social, chômeurs, précaires, intermittents, dans le sillage des Marches européennes. Initiation de chômeurs à l'outil vidéo, tournage de « carnets de route » sur les marches d'Amsterdam (97), de Cologne (1999) ou de Séville (2001), réalisation de plusieurs documents et K7 vidéo. Objectif : valoriser toutes les formes d'expression notamment artistiques qui accompagnent le mouvement social et l'émergence des luttes des « Sans ».

Patrice Spadoni

Vous pouvez commander :

● « En Marche ». Chronique des marches européennes vers Amsterdam. K7 VHS. 19 €

● « Canal marches. Les 4 magazines vidéo de 1997 ». K7 VHS. 19 €

● « Les Sentiers de la colère ». Livre. 3 €

Chèques à l'ordre de « Canal marches »,
104 rue des Couronnes, 75020, Paris.

NOUVELLES D'EUROPE

France : la casse des droits sociaux acquis

On n'en finirait pas de lister les attaques contre toutes les garanties individuelles et collectives : l'imagination du gouvernement n'est pas prise en défaut...ou plutôt son attention extrême à satisfaire les moindres désirs du MEDEF : les retraites, l'assurance maladie, la régression de toute l'indemnisation du chômage : Unedic, ASS, RMI-RMA, le projet de "contrat de mission", la "responsabilisation" des salariés au noir (une grande première dans le droit du travail !), La suspension de la loi de modernisation sociale (malgré toutes ses imperfections...), le projet de mettre l'ANPE en concurrence comme bien d'autres services publics, les effets clientélistes et inégalitaires de la décentralisation raffarinesque, la suppression des subventions aux associations, l'offensive contre le logement social, celle contre la culture à travers la transformation du statut des intermittents.... Et j'en oublie bien entendu.

A cela s'ajoute la succession de plans sociaux (au mieux) et de licenciements et fins de contrats en tous genres... Il ne faudrait pas oublier la formidable offensive dans les entreprises et administrations sur l'organisation du travail elle-même, la mise en concurrence de tous contre tous, l'individualisation salariale, le jugement aux résultats... nous savons ce que cela veut dire avec le nouveau statut du personnel à l'ANPE ! Une telle liste pourrait avoir l'air hétéroclite, mais il n'en est rien. Il est donc utile de tenter d'en dénouer les fils.

Le principal fil conducteur est une action déterminée et sans faille sur le partage des richesses produites. Depuis 15 ans, la part des salaires, directs et socialisés dans le cadre de la protection sociale, a baissé de 10 points dans la valeur ajoutée. Ces 10 points sont principalement utilisés dans la rémunération des actionnaires, ceux qui gagnent de l'argent en ne faisant rien...ce qui relativise pour le moins l'entreprise de "réhabilitation de la valeur travail" de Raffarin. Le ministre de l'économie, Francis Mer, qui s'y connaît en plans sociaux puisqu'il vient de la sidérurgie, affirme sans aucune pudeur que "ceux qui sont riches le sont parce qu'ils le méritent", à quoi Fillon répond "qu'on ne va pas indemniser le chômage indéfiniment" (voir les restrictions apportées à l'ASS). Ce qui semble insupportable à ces libéraux c'est qu'une autre logique que celle du tout marchand puisse subsister. Ils veulent donc en finir avec ce que le rapport de forces collectif de la Libération avait permis de mettre en œuvre : une socialisation d'une partie importante de la richesse à travers des garanties pour tous et toutes (retraites, assurance maladie, prestations familiales) et plus tard indemnisation du chômage, mais aussi avec la notion même de services publics. Pour ce faire ils engagent des réformes structurelles : privatisations, mise en concurrence et filialisation, : l'ANPE ne semble pas épargnée. Mais ils détériorent en même temps la qualité des services restant en restreignant les moyens, ce qui peut conduire une partie de la population à trouver que "si on attend moins au guichet d'un bureau de poste privé, pourquoi pas ?".

La transformation structurelle de cette mutualisation des richesses pour combattre les inégalités est une bonne illustration de leur logique.

Acte 1 : septembre 2000, signature du Pare à l'Unedic par le MEDEF et quelques complices, et baisse des cotisations (donc baisse de la part socialisée)

Acte 2 : retournement de conjoncture économique, moindres sorties vers l'emploi : déficit de l'Unedic . Les mêmes réduisent les durées d'allocations pour tous les chômeurs, entrants ou déjà allocataires : c'est ce que nous connaissons en ce moment, avec tous les drames que cela va provoquer

Acte 3 : une partie des exclus de l'ARE devrait avoir droit à l'ASS ou au RMI, selon les ressources du foyer. Problème, parce que dans le même temps, les promesses de Chirac sur la baisse de l'impôt doivent être mises en œuvre : on réduit donc les possibilités d'accès à l'ASS - allocation financée sur le budget de l'Etat, ouvrant droit à la validation de trimestres de retraites-

Acte 4 : on fait voter une loi pour confier la gestion du RMI aux conseils généraux, on transfère aux départements l'enveloppe évaluée sur les bénéficiaires 2003 et si le nombre de Rmistes augmente dans l'avenir, on se tourne vers la fiscalité locale qui n'est pas concernée par les promesses idiotes de Chirac, qui n'est pas calculée en fonction des revenus, bref, qui est bien plus inégalitaire !

Acte 5 : la population en a ras le bol de cette nouvelle pression fiscale injuste (on l'y encourage par quelques pres-

sions d'ailleurs) et donc on réduit la protection et les services publics...qui bénéficiaient justement à cette population !

Acte 6 : le cauchemar : c'est la démagogie d'extrême droite qui récupère la mise et réserve les prestations diverses aux français blancs...

On pourrait répéter le scénario sur l'as-



© Jean-Luc Mauffrais

Manifestation Retraites, Paris, mai 2003.

assurance maladie, la Poste ou autre.

Les conséquences sont terribles : insécurité économique et sociale généralisée, individualisation renforcée, culpabilisation et stigmatisation des plus fragiles, soumission de tous aux intérêts du marché.

Vous penserez peut-être que nous exagérons : hélas, c'est exactement ce que prévoit le traité dit AGCS (Accord pour la Généralisation du Commerce des Services) qui est en négociation, c'est ce que veut inscrire dans le marbre le projet de Constitution européenne en faisant du marché l'alpha et l'oméga de l'organisation sociale.

Si de telles orientations politiques devaient perdurer, les conséquences concrètes pour la vie quotidienne et pour la démocratie en seraient catastrophiques. Mais il n'y a pas de fatalité et d'autres choix peuvent être faits !

CHOMAGE ET PRECARITE, L'EUROPE VUE D'EN BAS

*Un film documentaire de Catherine Pozzo di Borgo
(Production de l'INA -Institut national de l'audiovisuel)*

Catherine est allée en Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne et en France interroger les chômeuses et les chômeurs de ces pays pour faire une étude comparative pour voir comment les « dispositifs et mesures d'activation » ont pour objet non pas tant d'éradiquer le chômage que de faire baisser les bas salaires et accroître la précarité du travail. Ces mesures, jusqu'à présent, n'ont fait la preuve d'aucune efficacité pour faire reculer le chômage, mais elles se révèlent de plus en plus coercitives pour obliger les chômeurs à accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Un film à voir où nous retrouvons des collègues rencontré(e)s au cours des mobilisations européennes.

PENDANT LE FORUM : VENDREDI 14 NOVEMBRE AU MAGIC-CINÉMA À BOBIGNY.

*Claire Villiers
(ACI / SNU-ANPE)*

NOUVELLES D'EUROPE

Vers une répartition plus équitable de la prospérité !

Depuis le début des années '80, tout retournement de la conjoncture est mis à profit aux Pays-Bas pour économiser sur la sécurité sociale, sur les assurances chômage et l'incapacité de travail des travailleurs, et sur les services et équipements publics. On réduit le montant des allocations, et l'accès à ces allocations est rendu plus difficile.

Inspiré par notre revendication d'un revenu d'existence garanti égal à 50% du PNB/habitant, le Comité néerlandais des Marches européennes discute les modes alternatifs possibles de financement de la sécurité sociale. La question au centre de cette problématique est de savoir quelle est la prospérité à répartir, et la prospérité de qui? Quelle est la situation actuelle, est-ce qu'il y a des alternatives et comment les réaliser?

Le siècle passé, aux Pays Bas, une bonne partie de la sécurité sociale a été étatisée. Le système aux Pays Bas connaît l'assistance sociale (des allocations sur base de besoins démontrés), la sécurité sociale (des assurances obligatoires qui visent soit tous les habitants, soit uniquement les travailleurs, sans examen des moyens d'existence), et les "demogranten" comme les allocations familiales.

Tous ces dispositifs sont financés soit via les moyens généraux (les impôts sur les salaires, les bénéfices, les rentes et la TVA), soit, et en bonne partie, via des cotisations sur les revenus des salarié(e)s.

Ce système rentre de plus en plus en crise. Surtout la charge imposée unilatéralement sur les épaules d'un groupe de plus en plus réduit de salarié(e)s, rend les activités intensives en travail, notamment dans les services, les soins, l'enseignement et la recherche, de plus en plus chères comparées à des activités intensives en capital. La stratégie choisie et "imposée" pour sortir de cette crise depuis le début des années '80 consiste surtout en



© Piet van der Lende

Manifestation sans précédent à Amsterdam (septembre 2003)

une limitation de l'accès aux équipements collectifs, la réduction des allocations et le développement de solutions privées; donc le démantèlement de la sécurité sociale.

La revendication des Marches européennes d'un revenu garanti pour tous et toutes, ce qui implique une répartition de la prospérité, ne vise pas uniquement les revenus salariaux mais également les bénéfiques et les rentes.

Ces dernières composantes de la prospérité ne sont pas mises à contribution aux Pays Bas quand on discute le financement de la sécurité sociale. Une source alternative de financement de la sécurité sociale pourrait consister en un impôt sur la valeur ajoutée des produits et des services.

Nous demandons à nos organisations soeurs et aux autres délégations des Marches européennes d'étudier les bases de financement de leur système de sécurité sociale sous l'angle d'attaque de savoir quelle est la prospérité - la prospérité appartenant à qui? - qui est répartie?

Une première occasion pour comparer les résultats de ces recherches pourrait être un atelier à l'occasion du FSE à Paris en novembre 2003.

*Jan Muter et Piet van der Lende
(Traduction Frank Slegers)*

Interview d'Ewa Hınca (Pologne)

Interview de Ewa Hınca, secrétaire générale de la Fédération des Comités pour la défense des chômeurs de Poméranie (Pologne) par Angela Klein (Euromarches Allemagne)

Qu'est-ce qui vous a conduit à la création d'un Forum Social en Pologne ?

Ce qui nous a inspiré essentiellement ce fut le Forum Social Européen de Florence, qui a représenté pour nous une expérience sans pareil, expérience que nous n'avions jamais vécue jusqu'à là. Jusqu'à Florence, nous pensions être seuls avec nos problèmes sociaux. Et nous nous sommes aperçus que dans chaque pays il y a des luttes pour les droits, et que tout n'est pas rose ailleurs aussi.

Et qu'est-ce qui vous a amené à aller à Florence ?

Un mois avant Florence, a eu lieu à Katowice le premier Forum Social de Silésie ; nous nous sommes tous retrouvés et nous avons été invités à Florence. J'avais pris note de l'invitation, mais sans y croire vraiment. Comment trouver l'argent pour le déplacement, comment pouvons-nous arriver jusqu'à Florence, tout cela m'a paru inimaginable. Vous ne devez pas vous étonner de ce que je vous dis, tout tourne effectivement autour de l'argent. Qui vous tendra la main pour

financer vos voyages ? La première qu'on nous a posée, au retour de Florence, a été : avec quel argent vous êtes vous rendus à Florence ? Qui vous a donné le mandat de représenter quelque chose ?

Avec quel argent avez-vous été à Florence ?

Avec de l'argent des Fonds Sociaux Européens.

Y-a-t-il un espace pour un Forum Social en Pologne ?

Oui, la demande existe. Parmi les invitations que j'ai envoyées pour le Forum Social de Poméranie, se trou-

« Nous payons le prix pour l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne »

vaient des gens que je ne connaissais pas et qui venaient d'autres régions. Ils sont tous intervenus et je suis très contente parce qu'ils ont exprimé ce qu'ils avaient sur la conscience. Ils ont parlé de leur situation qui parfois est terrible. Nous avons échangé nos adresses et ils ont été plein d'admiration pour ce Forum Social. Peut-être pourrions nous tenir le prochain Forum Social dans la région de Lubuskie, à l'ouest de la Pologne. Nous pourrions alors y venir nombreux, en autocars, car nous savons maintenant

que cela vaut la peine de nous rencontrer et de discuter en commun.

Que voulez vous construire avec le Forum Social ? Pensez-vous que cela sera utile pour la mobilisation et pour quelle mobilisation ?

En Pologne, maintes fois, la constitution est bafouée par des lois « hors légalité » A Florence, comme pendant la rencontre préparatoire du Forum Social Européen II qui s'est tenu à Berlin, j'ai appris que dans la Constitution européenne, à l'époque en préparation, il n'y a pas de droits sociaux.

Nous ne devons pas nous faire des illusions, nous devons payer le prix d'entrée dans l'Union européenne. Beaucoup d'entre nous resteront sans travail ou perdront leur travail. Nous devons nous réunir pour ensemble résister à ce régime qui va à l'encontre des intérêts des hommes. Nous devons nous retrouver tous les Européens réunis dans une même lutte pour nos droits. Nous devons nous réunir derrière le mot d'ordre : « Un autre monde est possible ». Une autre Pologne est aussi possible.

Une des participantes au Forum social m'a dit : nous avons vraiment reçu une douche froide quand on nous a expliqué ce qu'était réellement la future constitution et ce qu'elle préparait pour nous.

Berlin : 1^{er} novembre 2003

100 000 à Berlin contre la casse sociale !

SUCCÈS INATTENDU POUR LA « COALITION CONTRE LA CASSE SOCIALE » !

Les organisateurs espéraient 10 000 participant(e)s. Ce sont 100 000 manifestant(e)s qui participèrent à la manifestation nationale contre la casse sociale ! Succès inattendu pour les militant(e)s des associations de chômeurs, des syndicats, des organisations altermondialistes. Des représentants d'organisations d'handicapés, de jeunes, d'immigrés, se sont retrouvés à l'unisson avec des syndicalistes sur le fait que « L'agenda 2010 » la réforme du système de santé étaient une attaque générale contre les acquis de l'«Etat social». La formation pour les jeunes n'est plus garantie. La paupérisation menace les chômeurs et les retraités alors que par ailleurs on supprime l'impôt sur la fortune et que l'on baisse celui sur les bénéfices des sociétés.

Peu avant la fin de la manifestation, ce que l'on entendait aux informations concernant Ver.di n'est qu'en partie exact. Les Confédérations des grands syndicats et du DGB n'ont pas appelé à l'échelle nationale. L'appel fût soutenu au niveau régional par des structures syndicales de Ver.di (syndicat des services) et d'IG-Metall (syndicat de la métallurgie), ainsi que par les gauches syndicales. Ce n'est que quelques jours avant la manifestation que Ver.di appela à l'échelle nationale. Avaient aussi appelé dès le début les associations de chômeurs, ATTAC, des associations d'immigrés. Ce fut une manifestation de la base. Un signe clair qu'il y a de moins en moins de gens pour soutenir la politique anti-sociale du gouvernement « Rouge-Vert » (Parti socialiste et Verts). Il s'agit maintenant, aussi au niveau national, de construire un mouvement social pour initier et continuer ce mouvement de résistance.



© Heinrich Hatz

Depuis des semaines cet appel «ÇA SUFFIT ! Tous ensemble contre les coupes sombres dans le social !» circulait dans toute l'Allemagne.

Chaque jour de nouvelles signatures très diverses allongeaient la liste des premiers signataires. C'est ainsi que les manifestant(e)s se sont retrouvés à 100 000 dans la rue, plus que lors de la manifestation de 1998 à la veille de l'élection de Schröder.

Gitti Götz (Berlin 1/11/2003)



© Heinrich Hatz



© Heinrich Hatz



© Heinrich Hatz

Soutien financier

Au vu des mobilisations de l'année en cours, vous comprendrez que votre aide concrète nous est nécessaire !

**Chèques à l'ordre de :
Marches européennes.**

**A envoyer à :
Marches européennes,
104, rue des Couronnes,
75020 Paris**

POUR LES VIREMENTS : Banque CIC Agence Paris République, 201 rue du Temple 75003 PARIS
Compte Marches européennes
IBAN : FR76/ 3006 / 6100 / 1100 / 0103 / 6490 / 161
BIC : CMCIFRPP

MARCHES EUROPÉENNES /NEWS

Directeur de la publication : Christophe Aguiton
Marches européennes, 104, rue des Couronnes, 75020 Paris
Site : www.euromarches.org - Email : marche97@ras.eu.org
Secrétariat de rédaction : Michel Rousseau. Conception Graphique : André Déchet
Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil